

Unité départementale du Bas-Rhin
Equipe Nord
14 rue du Bataillon de Marche n°24
BP 10001
67050 STRASBOURG Cedex

STRASBOURG, le 06/03/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 02/03/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

WIENERBERGER

25 RUE DE LA GARE
67470 SELTZ

Références : 794/NK/CE
Code AIOT : 0006700794

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 02/03/2023 dans l'établissement WIENERBERGER implanté 25 RUE DE LA GARE - 67470 SELTZ. Cette partie «Contexte et constats» est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- WIENERBERGER
- 25 RUE DE LA GARE - 67470 SELTZ
- Code AIOT : 0006700794
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Il s'agit d'une installation de fabrication de tuiles

Les thèmes de visite retenus sont les suivants : rejets air, eaux, zones de dangers...

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à la préfète ; il peut s'agir par exemple d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension...

Il existe trois types de suites :

- «avec suites administratives» : les non-conformités relevées conduisent à proposer à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- «susceptible de suites administratives» : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à la préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- «sans suite administrative».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1) | Proposition de délais |
|----|--------------------------------|--|--|---|-----------------------|
| 2 | Rejets aqueux | AP Complémentaire du 26/03/2021, article 4 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 3 | Définition des zones de danger | Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 14 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 5 | Conception générale | Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 15.7 | / | Lettre de suite préfectorale | 1 mois |
| 6 | Rejets aqueux | Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 15.7 | / | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|------------------------------|---|--|-------------------|
| 4 | Eau - Capacités de rétention | Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 9.2.2 | / | Sans objet |

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-----------------------|--|--|-------------------|
| 1 | Rejets atmosphériques | AP Complémentaire du 26/03/2021, article 3 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il y a 2 points de rejets des eaux pluviales avant rejet au Seltzbach, l'exploitant doit effectuer des analyses aux deux points.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : rejets atmosphériques

| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2021, article 3 | | | | | | | |
|---|--------------------------|--------|---------|--------------|---------|-------------|---------|
| Thème(s) : Risques chroniques, air | | | | | | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | | | | | | |
| Prescription contrôlée : Surveillance des rejets atmosphériques, provenant du four en sortie de l'unité de traitement des fumées des fours. | | | | | | | |
| Constats : | | | | | | | |
| Paramètres | VLE en mg/m ³ | Mars22 | | Septembre 22 | | Novembre 22 | |
| | | UB2 | UB3/UBA | UB2 | UB3/UBA | UB2 | UB3/UBA |
| Fluorure d'hydrogène HF gazeux | 5 | 19,65 | 15,1 | 0,82 | 2,58 | 0,02 | 1,11 |
| Poussières | 20 | 34,03 | 26,39 | 26,72 | 7,4 | 13,51 | 8,65 |
| Tous les autres paramètres sont conformes (NO2, SO2, HCL, HF particulières). | | | | | | | |
| L'exploitant a déclaré que les dépassements de mars 2022 étaient dûs à des problèmes sur l'épurateur et un manque de réactif : bien que toutes les valeurs soient désormais conformes en novembre 2022, il convient que l'exploitant s'assure que ceci soit le cas en permanence. | | | | | | | |
| Type de suites proposées : Sans suite | | | | | | | |
| Proposition de suites : Sans objet | | | | | | | |

N° 2 : Rejets aqueux

| | | |
|---|--|--------------|
| Référence réglementaire : AP Complémentaire du 26/03/2021, article 4 | | |
| Thème(s) : Risques chroniques, eaux | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | |
| Prescription contrôlée : L'exploitant dispose d'une station de prétraitement qui traite les effluents par floculation et décantation avant rejet dans le réseau public. L'exploitant réalise, sur des échantillons représentatifs, les analyses suivantes aux fréquences indiquées : | | |
| Situation du rejet | Paramètres | Fréquence |
| Sortie station prétraitement | Débit, pH, température, MEST, F, Fe+Al, Mn, Pb, As, Zn, Cd | Semestrielle |
| Eaux pluviales avant rejet au Seltzbach | Hydrocarbures totaux, MEST | Annuelle |
| Constats : Pour les paramètres suivis, les valeurs limites de rejet sont respectées. Cependant, d'après le plan présenté en salle, il y a 3 points de rejets : celui en sortie de station, et 2 points de rejets des eaux pluviales avant rejet au Seltzbach. Or, l'exploitant a effectué des contrôles qu'en un seul point pour les eaux pluviales : il doit effectuer des analyses aux deux points. | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription | | |
| Proposition de délais : 3 mois | | |

N° 3 : Définition des zones de danger

| | | |
|--|--|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 14 | | |
| Thème(s) : Risques accidentels, zonage | | |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet | | |
| Prescription contrôlée : L'exploitant détermine les zones de risque incendie et de risque explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan qui est tenu régulièrement à jour et mis à la disposition de l'inspecteur des installations classées. | | |
| Constats : L'exploitant a présenté un plan des risques incendie et du risque lié aux gaz. Il a déclaré qu'il y avait quelques "mini" zones Atex, qu'il en avait fait une étude, mais ne l'a pas présenté à l'inspection : L'étude Atex doit être transmise à l'inspection, les zones doivent être signalées dans les installations et reportées sur un plan. | | |
| Type de suites proposées : Avec suites | | |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription | | |
| Proposition de délais : 3 mois | | |

N° 4 : Eau - Capacités de rétention

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 9.2.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, stockage sur rétention |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à : <ul style="list-style-type: none"> • dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts ; • dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ; • dans tous les cas 800 l minimum ou égal à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 l. |
| Constats : Lors de la visite dans les ateliers, il a été constaté que 2 fûts de 200 litres contenant un liquide étiqueté dangereux pour l'environnement étaient stockés hors rétention, dans la "zone d'attente". La remarque a été faite à l'exploitant qui s'est engagé à rectifier rapidement cette situation non conforme. De plus, il a été constaté qu'un fût de 20 litres contenant un liquide étiqueté dangereux pour l'environnement était stocké hors rétention. L'exploitant l'a mis de suite sur rétention : il convient que l'exploitant soit vigilant quant à la mise sur rétention de produits dangereux. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suites |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Conception générale

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 15.7 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Règles d'exploitation et consignes |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les stockages vrac et les zones de stockages en fûts et conteneurs, les stockages de produits intermédiaires sont clairement identifiés avec des caractères lisibles et indélébiles. |
| Constats : Il est apparu lors de l'inspection que tous les fûts n'étaient pas clairement identifiés, notamment les eaux usées présentes dans des fûts avec une mention de "dangers pour l'environnement". Alors que l'exploitant a déclaré que ces eaux n'étaient pas classées "dangereux pour l'environnement". L'exploitant doit s'assurer que ces fûts ne contiennent plus de produits dangereux. L'étiquetage doit ainsi être revu et correspondre aux dangers réels des produits. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Rejets aqueux

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 12/07/2004, article 9.2.3 |
| Thème(s) : Risques chroniques, eaux |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles. |
| Constats : Il a été constaté des trous dans le local de la station de prétraitement, sans que l'exploitant ne connaisse leur destination : il y a un risque que des eaux non pré-traitées s'y infiltrent. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription |
| Proposition de délais : 3 mois |